

La coalition allemande et le désordre italien vont bloquer les ambitions d'Emmanuel Macron de construire les Etats-Unis d'Europe

Le projet de réforme de l'Union européenne défendu par Emmanuel Macron aura bien du mal à convaincre la coalition gouvernementale allemande et l'ébullition italienne.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Rien de ce qui avait prévu par Emmanuel Macron pour renforcer l'Union européenne ne pourra fonctionner avec une Allemagne congelée par une coalition SPD-CDU laborieuse et une Italie en effervescence, qui va menacer la zone euro d'une crise bancaire sans précédent en Europe.

Du coup, les ambitions du président français qui visaient à réformer l'Union européenne et surtout à accélérer une mutation vers plus de fédéralisme auront du mal à avancer.

Le projet d'Emmanuel Macron était de renforcer la cohésion de la zone euro pour la rendre compétitive face aux deux blocs qui se partagent la planète avec une Amérique du Nord qui n'a jamais été aussi puissante et une Chine qui accroît ses velléités hégémoniques sur l'ensemble de la zone Asie-Pacifique et au-delà.

Cette cohésion passait par trois séries de transformations.

Un : une coordination plus resserrée sur le terrain fiscal, social et budgétaire.

Deux : une réforme des institutions pour donner à Bruxelles plus de pouvoir et plus de légitimité démocratique, avec pour commencer un ministre de l'économie, un ministre des affaires étrangères et un ministre de la défense.

Trois : une plus grande solidarité financière avec un FMI européen capable d'intervenir au niveau des Etats et d'apporter aux banques en difficulté des moyens de recapitalisation. En clair, il s'agirait d'un mécanisme plus sophistiqué qu'aujourd'hui, qui pourrait gérer une mutualisation des banques.

A terme, le projet secret d'Emmanuel Macron rejoint celui dont rêvaient les fondateurs de l'Europe : parvenir à installer « de véritables Etats-Unis d'Europe » à l'image de ce qui existe avec les Etats-Unis d'Amérique.

La situation politique qui s'installe en Allemagne aurait dû favoriser une évolution de la politique économique de l'Allemagne vers plus d'ouverture, de demande intérieure et par conséquent d'un effet d'entraînement plus fort qu'auparavant sur le reste de l'Europe.

L'arrivée des membres du SPD au gouvernement avec un plan de réformes très ambitieux et des pouvoirs importants dans l'équipe de direction aurait pu inspirer une évolution assez spectaculaire. D'autant que la conjoncture n'a jamais été aussi dynamique, ce qui gonfle la demande sociale et booste la demande interne.

Cela dit, le passage à l'acte des réformes va se heurter au radicalisme des deux fractions de la coalition. La CDU considère qu'elle s'est fait voler son programme, elle va donc s'arc-bouter sur ses principes de rigueur budgétaire.

Du côté du SPD, les dirigeants étaient tellement réticents à participer à la gouvernance qu'ils craignent que les réformes qu'ils défendent n'engendrent pas les résultats qui leur permettraient de gagner des points d'audience. D'où leur extrême prudence politique.

Avec une coalition majoritaire un peu congelée, une chancelière ultra prudente mais en fin de parcours, on voit mal l'Allemagne accepter des abandons de pouvoir que le projet Macron implique. L'Allemagne peut à la rigueur accepter une refonte des institutions qui reviendrait à écarter les partenaires les plus faibles, à installer un ministre, à coordonner les systèmes fiscaux et sociaux. Mais l'Allemagne n'est absolument pas prête à installer une mutualisation des dettes sauf entre des pays d'un noyau dur qui serait constitué autour des principes de fonctionnement communs.

Du côté de l'Italie, la gouvernance est désormais plongée dans l'incertitude la plus totale. Les italiens ont voté dimanche et ont hissé le mouvement 5 Etoiles en tête, bien que dans l'impossibilité de gouverner seul. Le jeune dirigeant de ce parti populaire, Luigi Di Maio, 31 ans, va devoir accepter de cohabiter avec d'autres formations et peut être celle, où derrière se cache Silvio Berlusconi.

Luigi Di Maio est sans doute plus civilisé que son prédécesseur à la tête de ce mouvement populiste, l'humoriste Beppe Grillo. N'empêche qu'il a été élu avec un programme populiste qui prône la démocratie directe, la cyberdémocratie (les réseaux sociaux) et qui s'oppose à l'austérité budgétaire et à l'immigration massive qui seraient, selon ses amis, organisés par Bruxelles. Donc haro sur l'Union européenne.

Pour beaucoup d'observateurs, l'Italie va être difficilement gouvernable dans les six mois qui viennent. Cela dit, le danger ne vient pas du désordre politique. L'Italie ne sera pas la première démocratie à fonctionner sans gouvernement. Le danger risque de venir de la faiblesse de ses banques conjuguées à l'impossibilité pour l'Etat de recapitaliser les banques. En revanche, le désordre politique hypothèque les facilités de crédit des autres Etats-membres.

Les banques italiennes représentent un vrai danger et ces risques italiens sont beaucoup plus systémiques que ne l'étaient les risques grecs. D'où le raidissement des institutions européennes et de l'Allemagne à propos de tout ce qui ressemblerait de près ou de loin à une aide solidaire. Au contraire, la première demande qui sera adressée au gouvernement sera de confirmer et de redresser la politique budgétaire de rigueur. Ce que les nouveaux élus ne pourront pas accepter. D'où les problèmes de financement.

Si on ajoute à la congélation allemande et aux incertitudes italiennes, le désordre qui préside aux préparations du Brexit, on obtient un cocktail qui ne sera pas forcément explosif mais qui hypothèque complètement le projet de réformes d'Emmanuel Macron.

Le projet Macron est fondé sur une politique d'ouverture solidaire des pays de l'Union européenne, alors que tout ce qui se met en place depuis ce week-end participe à des forces de fermeture, de protectionnisme économique et de repliement sociologique sur soi.